

Quand la ville exclut. La voix des femmes marginalisées que nous n'entendons pas

Charlotte Biddle-Bocan, L'R des centres de femmes du Québec

biddle-bocan@recentres.qc.ca

Carolyne Grimard, École de travail social, Université de Montréal

carolyne.grimard@umontreal.ca

Notre communication propose de mettre de l'avant une critique des métropoles d'aujourd'hui, là où s'articule la majorité des services d'interventions. Cette critique se basera sur différents constats théoriques qui s'intéressent aux réalités vécues quotidiennement dans les villes par les personnes marginalisées, plus particulièrement les femmes (les femmes économiquement pauvres, que la société racise, les femmes autochtones, les femmes handicapées, les femmes que la société racise, les femmes trans, les femmes travailleuses du sexe...), et qui nous permettent de mieux saisir les enjeux entourant leur prise de parole (Amster, 2003; DeVerteuil, May et von Mahs, 2009; Flatley, 2008). Divers obstacles démontrent comment l'intégration des voix des femmes est difficile dans la mise en place de projets structurants qui visent le changement des pratiques d'intervention en lien avec les besoins de ces personnes (Astier, 2007; Baillergeau et Bellot, 2007; Fontaine, Lapointe et Vallée Doré, 2019).

D'abord basés sur les hypothèses théoriques de géographes (Harvey, 2011; Kern, 2019; Springer, 2018) et de féministes (Spivak, 2020; Hill Collins, 2019; Battacharya, 2017; McNally, 2020; Fraser, 2017) nous aborderons différentes dynamiques intrinsèques aux métropoles d'aujourd'hui qui sont construites pour s'adresser à une certaine population au détriment de d'autres. Nous traiterons des stéréotypes qui sont aux centres d'une incompréhension de la diversité des besoins des personnes marginalisées à Montréal et nous avançons que ces jugements sont souvent au cœur des limites décisionnelles qui empêchent les institutions de réellement comprendre leurs besoins. Nous aborderons brièvement certaines réalités propres au contexte montréalais pour concrétiser notre proposition théorique.

Notre communication se centrera sur ce qui apparaît être selon nous un « paradoxe » de l'État. Selon nous, la démocratie d'aujourd'hui fait systématiquement référence à l'institution étatique, ainsi qu'à des habits précis, rendant souvent plusieurs personnes marginalisées réticentes à s'impliquer dans des projets visant à faire entendre leurs voix. Nous pensons que l'appel systématique à l'État pour entreprendre des changements structurants et des projets sociaux est au cœur de l'enjeu des initiatives participatives. En effet, certaines communautés ont peu à peu perdu leur autonomie politique en raison de la montée en puissance de l'État (Dupuis-Déri, 2013). Ainsi, la structure sociale actuelle (le financement destiné aux organismes communautaires, les prestations d'aide sociales, etc.) n'a pas été réfléchi ni construite en ayant l'objectif d'écouter ou de mettre de l'avant les voix diversifiées de la communauté (Côté, 2012). Cette relecture (historique et contemporaine) de l'institution étatique et de la démocratie est selon nous au cœur du nœud qui explique l'exclusion d'un bon nombre de personnes marginalisées dans les métropoles d'aujourd'hui. L'ensemble de ces constats théoriques expliquent selon nous une partie des

frustrations persistantes des acteurs et actrices en interventions qui ne se sentent pas nécessairement entendu.e.s malgré la multiplication des processus consultatifs.

Références

- Amster, R. 2003. Patterns of exclusion: sanitising space, criminalising homelessness, *Social Justice*, 30, p. 195–221.
- Astier, I. 2007. *Les nouvelles règles du social*. Paris : Presses universitaires de France.
- Baillergeau E., Bellot C. (sous la dir. de). 2007. *Les transformations de l'intervention sociale : entre innovation et gestion des nouvelles vulnérabilités?*, Québec, PUQ.
- Bhattacharya, T. (Ed.). 2017. *Social Reproduction Theory*, Londres: Pluto Press. Côté, P-B. 2012. « Besoins et droits, deux modèles en politiques sociales en itinérance au Québec ». *Nouvelles pratiques sociales*, Vol. 24, n°2, p. 151-167.
- DeVerteuil, G., J. May et J. von Mahs. 2009. « Complexity not Collapse : Recasting the Geographies of Homelessness in a 'Punitive' Age ». *Process in Human Geography*, vol. 33, no 5, p. 646-666.
- Dupuis-Déri, Francis. *Démocratie Histoire politique d'un mot*. Lux : Montréal, 2013.
- Flatley, J. 2008. *Affective Mapping. Melancholia and the politics of modernism*. Massachussets: Harvard University Press.
- Fontaine, A., F. Lapointe et B. Vallée Doré. 2019. « Une intervention de proximité pour une meilleure inclusion des personnes en situation d'itinérance » *Sociographe*, vol. 3, n° 67, p. XXIX à XL.
- Fraser, N. 2017 ». Crisis of Care ? On the Social-Reproductive Contradictions of Contemporary Capitalism", *Social Reproduction Theory*. Londres: Pluto Press, p.21-36.
- Harvey, D. 2011. *Le capitalisme contre le droit à la ville*. Paris : Éditions Amsterdam.
- Hill Collins, P. 2019. *Intersectionality as critical social theory*. Durham: Duke University Press.
- Kern, L. 2019. *Feminist City : A Field Guide*. Between the Lines.
- McNally, D. 2020. *Blood and money : War, slavery and the State*. Chicago: Haymarket Books.
- Spivak., G. C. 2020. *Les subalternes peuvent-elles parler?* Paris : Éditions Amsterdam.
- Springer, S. 2018. *Pour une géographie anarchiste [The Anarchist Roots of Geography : Toward Spatial Emancipation]*. Montréal: Lux Éditeur.